



PA
OCDE – Paris, le 11 avril 2024

Niveaux d'APD en 2023 – Données préliminaires¹

Note de synthèse détaillée

Chiffres préliminaires de l'APD en 2023

En 2023, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie à 223.7 milliards USD (voir Tableau 1 et Graphique 1), ce qui représente 0.37 % de leur revenu national brut (RNB) combiné. Ce total comprend 1.3 milliard USD sous forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises (calculés sur la base des flux financiers).

En 2023, l'APD totale a augmenté de 1.8 % en termes réels² par rapport à son niveau de 2022 (voir Tableau 2). Il s'agissait de la cinquième année consécutive au cours de laquelle l'APD atteignait un nouveau niveau record.

Cette augmentation tenait pour l'essentiel à l'aide apportée à l'Ukraine, à l'aide humanitaire et aux contributions versées aux organisations internationales.

Pour 2023, les données préliminaires des pays du CAD révèlent que l'APD nette destinée à l'Ukraine a augmenté de 9 % en termes réels par rapport à 2022, s'élevant à 20 milliards USD, soit 9 % de l'APD nette totale. Sur ce total, 3.2 milliards USD ont été fournis sous forme d'aide humanitaire (voir Tableau 3)³. Par ailleurs, les institutions de l'UE ont alloué 20.5 milliards USD en faveur de l'Ukraine, ce qui représente 54.4 % du total de l'APD qu'elles ont versée, principalement sous la forme de prêts fortement concessionnels destinés à soutenir la stabilité macrofinancière de ce pays ; sur ce total, 443 millions USD ont été apportés à des fins humanitaires.

L'aide humanitaire a augmenté de 4.8 % en 2023 pour atteindre 25.9 milliards USD. Les contributions au budget central d'organisations internationales ont progressé de 4.0 %, en partie sous l'effet des contributions à la Banque mondiale.

¹ Les données préliminaires sur l'aide publique au développement (APD) sont publiées par l'OCDE en avril de chaque année, et ne couvrent que les données agrégées notifiées par les fournisseurs. Les données détaillées, avec une ventilation géographique, sectorielle, etc. seront publiées à la fin de l'année.

² Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

³ Les chiffres relatifs à l'APD destinée à l'Ukraine sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où plusieurs donateurs sont toujours en train de collecter des informations plus détaillées.

L'APD consacrée au coût des réfugiés dans les pays donateurs a reflué de 6.2 % en 2023 par rapport à 2022, s'élevant à 31 milliards USD, ce qui représente 13.8 % de l'APD totale des pays membres du CAD, contre 14.7 % en 2022. Pour sept pays, le coût des réfugiés sur leur territoire représentait encore plus d'un quart de leur APD en 2023. Si l'on exclut ce coût, l'APD a augmenté de 3.2 % en termes réels par rapport à 2022 (voir Tableau 4). L'année dernière, l'OCDE a mené une enquête spéciale afin d'obtenir des précisions sur les méthodes employées par les membres du CAD pour comptabiliser dans leur APD le coût des réfugiés sur leur territoire – notamment celui des réfugiés ukrainiens. La majorité des pays y ayant répondu ont indiqué que les fonds qu'ils avaient versés en faveur des réfugiés d'origine ukrainienne venaient en sus de leur budget initialement prévu à l'appui de la coopération pour le développement (ou budget d'APD). Certains ont révélé que des mesures d'atténuation avaient été mises en place afin de préserver les fonds de développement⁴.

Selon des estimations préliminaires, l'APD nette allouée à la Cisjordanie et à la bande de Gaza s'est élevée à 1.4 milliard USD en 2023, soit une hausse de 12 % par rapport à 2022. Sur ce total, 758 millions USD ont été versés sous forme d'aide humanitaire, soit une augmentation de 91 % par rapport à l'année précédente⁵.

Les données préliminaires de 2023 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les membres du CAD à l'Afrique se sont élevés à 42 milliards USD, soit une hausse de 2 % en termes réels par rapport à 2022 (année où ils ont chuté de 11.0 % par rapport à 2021, en partie sous l'effet de la baisse des dépenses consacrées aux activités liées au COVID-19). Sur ce total, l'APD nette destinée à l'Afrique subsaharienne s'est établie à 36 milliards USD, affichant elle aussi une hausse, de l'ordre de 5 % en termes réels.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 37 milliards USD, soit une augmentation de 3 % en termes réels par rapport au niveau de 2022, année où ils avaient reflué de 6.2 % par rapport à l'année précédente.

L'APD bilatérale nette consacrée à des programmes et projets et à l'assistance technique (en excluant le coût des réfugiés dans les pays donateurs et l'aide humanitaire) a reculé de 1.5 % en termes réels (voir Graphique 2), en partie du fait de la baisse du niveau des prêts. Le niveau des dons nets au titre de l'allègement de la dette est resté faible, à un montant de 41 millions USD.

Après avoir progressé pour constituer en moyenne 10 % de l'APD bilatérale totale en 2020-21 en raison de certains prêts exceptionnels consentis à l'appui de la lutte contre la pandémie de COVID-19, la part des prêts souverains bilatéraux, calculée sur la base de l'équivalent-don, consentis par les pays du CAD a reculé de 6.5 % en termes réels par rapport à 2022, pour représenter 8 % de l'APD bilatérale. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur APD bilatérale sous forme de prêts souverains ont été la France (19 %), le Japon (57 %) et la Corée (32 %). Les prêts souverains consentis

⁴ Pour de plus amples informations sur l'enquête, voir : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2024\)5/REV1/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2024)5/REV1/en/pdf).

⁵ Les chiffres de l'APD allouée à la Cisjordanie et à la bande de Gaza sont préliminaires et partiels, car plusieurs donateurs sont encore en train de recueillir des informations plus détaillées, et les estimations n'intègrent pas l'APD potentielle destinée aux activités principales de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. De plus, il convient de noter que les membres du CAD ont également fourni des contributions bilatérales aux pays voisins afin de soutenir les mesures d'intervention face à la crise liée à l'évolution des conflits au Moyen-Orient.

par les institutions de l'UE ont augmenté de 63 % en termes réels, sous l'effet de la hausse des prêts octroyés à l'Ukraine, et ils ont représenté 35 % de l'APD bilatérale de ces institutions.

Performances des donateurs bilatéraux en 2023 sur la base de l'équivalent-don

En 2023, les États-Unis sont restés le principal pays fournisseur d'APD parmi les membres du CAD (66.0 milliards USD), comptant pour 30 % de l'APD totale du CAD ; ils sont suivis de l'Allemagne (36.7 milliards USD), du Japon (19.6 milliards USD), du Royaume-Uni (19.1 milliards USD) et de la France (15.4 milliards USD). Plusieurs pays ont dépassé le seuil de 0.7 %⁶ fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : le Danemark (0.74 %), l'Allemagne (0.79 %), le Luxembourg (0.99 %), la Norvège (1.09 %) et la Suède (0.91 %).

Les donateurs du G7 ont fourni 76 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 42 %.

L'APD a augmenté dans 14 pays membres du CAD et diminué dans 17 pays, pour certains en raison d'une diminution du coût des réfugiés dans les pays donateurs et pour d'autres en raison d'une baisse des niveaux de prêts concessionnels (voir Tableau 2).

L'APD consentie par les 21 pays du CAD qui font partie de l'UE a reculé de 7.7 % en termes réels par rapport à 2022, s'élevant à 92,9 milliards USD, ce qui équivaut à 0.52 % de leur RNB combiné. Dans ces pays, les apports d'APD ont augmenté ou diminué comme suit :

- Autriche (-4.1 %) – même si l'APD multilatérale du pays a augmenté, principalement sous l'effet d'une importante contribution versée au Groupe de la Banque mondiale, son aide bilatérale a en revanche diminué du fait de la baisse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Belgique (-0.5 %) – son niveau d'APD demeure pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente ;
- Tchéquie (-34.3 %) – sous l'effet de la baisse du coût des réfugiés sur son territoire par rapport à l'année précédente ;
- Danemark (+10.0 %) – avec une augmentation du volume global de son APD, en partie pour compenser la baisse du niveau de l'APD en dessous de 0.70 % de son RNB en 2022, le gouvernement danois a l'ambition claire d'atteindre l'objectif des Nations unies sur une base annuelle ;
- Estonie (-51.4 %) – en raison de la baisse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Finlande (-9.5 %) – du fait de la baisse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- France (-11.0 %) – en raison de la baisse de son APD globale, notamment sous la forme de prêts bilatéraux ;
- Allemagne (-5.8 %) – malgré l'augmentation en 2023 de l'APD consacrée aux réfugiés sur son territoire, cette hausse a été compensée par une baisse des prêts bilatéraux ;
- Grèce (-16.9 %) – en raison de l'absence de notification de coûts au titre des réfugiés sur son territoire dans l'APD du pays en 2023 ;
- Hongrie (-31.3 %) – en raison d'une baisse globale de son budget d'aide ;
- Irlande (+9.7 %) – du fait d'une hausse de son budget APD et de la notification du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Italie (-15.5 %) – sous l'effet de la baisse des versements dans son APD bilatérale ;

⁶ Tous les membres du CAD n'ont pas établi d'objectif national pour l'APD en pourcentage du RNB.

- Lituanie (-29.6 %) – principalement en raison d'une baisse du coût notifié au titre des réfugiés sur son territoire ;
- Luxembourg (-1.8 %) – en raison d'un recul de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Pays-Bas (+3.1 %) – en raison d'APD supplémentaire fournie à l'appui de l'Ukraine ;
- Pologne (-36.6 %) – principalement sous l'effet d'une diminution du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Portugal (-8.5 %) – du fait d'une baisse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- République slovaque (-9.0 %) : en raison d'une diminution de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Slovénie (-13.9 %) – en partie en raison d'une baisse de son APD bilatérale ;
- Espagne (-17.4 %) – principalement sous l'effet de la baisse des coûts liés à l'accueil de réfugiés ;
- Suède (+2.1 %) – du fait d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales.

L'APD totale des institutions de l'UE s'est accrue de 10.0 % en termes réels, pour l'essentiel en raison du soutien apporté à l'Ukraine au travers des prêts d'aide macrofinancière (AMF) à des conditions très concessionnels. Ce qui permet d'accorder de l'aide financière à court terme versée à l'appui du budget de l'État ukrainien, et ce, de manière prévisible et continue, ainsi que par le financement des mesures de remise en état et du soutien initial aux efforts de reconstruction d'après-guerre.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté en termes réels comme suit :

- Australie (+7.6 %) – en raison des nouveaux financements bilatéraux alloués en 2023 au programme de développement de l'Australie et de son cycle de notification de l'exercice financier ;
- Canada (+5.5 %) – principalement sous l'effet de l'accroissement des dépenses destinées à couvrir le coût des réfugiés sur son territoire et de la capitalisation de l'institution canadienne de financement du développement ;
- Islande (+17.1 %) – avec une augmentation globale de son budget d'aide et des dépenses destinées à couvrir le coût des réfugiés sur son territoire ;
- Japon (+15.7 %) – du fait de la hausse de son aide bilatérale, notamment sous forme de dons, ainsi que de ses contributions multilatérales, en particulier aux banques multilatérales de développement ;
- Corée (+10.6 %) – en raison d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales ;
- Nouvelle-Zélande (+41.3 %) – en raison d'une hausse attendue du niveau de ses dépenses vers la fin de son cycle budgétaire triennal ;
- Norvège (+30.9 %) – en raison d'une augmentation de son aide bilatérale, notamment sous la forme d'aide humanitaire, ainsi que du soutien accru apporté à l'Ukraine ;
- Suisse (+6.9 %) – avec une augmentation globale de son budget d'aide et des dépenses destinées à couvrir le coût des réfugiés sur son territoire ;
- Royaume-Uni (+12.1 %) – principalement en raison des ressources supplémentaires fournies par le Trésor britannique en 2022 et 2023 afin de compenser en partie les coûts du soutien apporté aux réfugiés sur le territoire britannique, ainsi que de la hausse du RNB du pays ;
- États-Unis (+5.2 %) – sous l'effet de l'augmentation de l'aide humanitaire fournie, ainsi que du soutien apporté par le pays à l'Ukraine.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2023. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de financement à l'appui du développement à l'OCDE, les changements suivants sont à noter :

- Bulgarie (-30.0 %) – principalement sous l'effet d'une baisse du coût des réfugiés, malgré une augmentation de son APD multilatérale ;
- Croatie (+2.2 %) – en raison d'une diminution du coût des réfugiés sur son territoire, largement compensée par une hausse de son APD multilatérale ;
- Chypre (+25.6 %) – pour l'essentiel en raison d'une augmentation de son APD bilatérale, en particulier au titre des bourses et de l'aide humanitaire ;
- Israël (-19.2 %) – principalement en raison d'une baisse du coût des réfugiés sur son territoire et de son APD bilatérale globale ;
- Lettonie (+57.0 %) – pour l'essentiel sous l'effet d'une hausse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Liechtenstein (+23.2 %) – en raison d'une augmentation de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Malte (+6.1 %) – du fait d'une hausse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Monaco (+0.1 %) ;
- Qatar (-18.9 %) – en raison d'une baisse de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Roumanie (+27.1 %) – pour l'essentiel sous l'effet d'une hausse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Taipei chinois (+7.0 %) – en raison d'une hausse de son APD bilatérale comme multilatérale ;
- Thaïlande (-0.8 %) ;
- Türkiye (-16.9 %) – principalement sous l'effet d'une baisse de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Émirats arabes unis (+26.9 %) – principalement en raison d'une augmentation de son APD bilatérale et multilatérale.

Méthodologie fondée sur l'équivalent-don utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé sous forme de valeur monétaire⁷. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et incite davantage à fournir des dons et des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu.

La mise en œuvre de la mesure sur la base de l'équivalent-don s'est étalée sur plusieurs années. En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allègement de la dette. En 2023, le CAD a adopté une méthode révisée, fondée sur la méthode de l'équivalent-don, pour la comptabilisation des instruments du secteur privé (ISP) au titre de l'APD. L'exercice de cette année, avec la notification des données de 2023, est la première année de mise en œuvre de cette méthode

⁷ Pour en savoir plus, voir : www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/official-development-assistance.htm.

révisée (voir Tableau 5) ; mais certains membres peuvent toutefois mettre à profit la période de transition prévue, de deux ans au maximum, au cours de laquelle ils pourront continuer de notifier leurs données en vertu des dispositions provisoires (à savoir sur la base des flux financiers)⁸. En 2023, le total des ISP représentait 2.9 milliards USD.

Ce changement de méthode de calcul de l'APD (transition d'une mesure reposant sur les flux financiers vers une mesure sur la base de l'équivalent-don) a pris effet avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2 de la présente note.

Les chiffres clés de l'APD calculés selon la nouvelle méthode de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries historiques calculées sur la base des « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués (les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte⁹). Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

Pour l'ensemble des pays du CAD, l'application de la méthode de l'équivalent-don afin de calculer l'APD a induit une légère augmentation, de 0.70 %, des niveaux d'APD en 2023 – par rapport à une mesure sur la base des flux financiers –, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Portugal (+17 %), Autriche (+7 %), Espagne (+7 %), Japon (+5 %), Norvège (+5 %), France (-8 %) et Canada (-12 %).

Par souci de transparence, l'OCDE continue de publier les données de l'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 222.2 milliards USD en 2023, soit un léger reflux de 0.2 % en termes réels par rapport à 2022 (voir le Tableau 2).

L'APD demeure résiliente pour faire face aux différentes situations de crise consécutives

Depuis 2019, les apports d'APD ont augmenté de 34 % en termes réels afin de répondre aux besoins engendrés par les crises consécutives de la pandémie de COVID-19 et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Ils sont passés de 160 milliards USD à 214 milliards USD (prix constants de 2022), la majorité des membres du CAD ayant maintenu ou augmenté leurs budgets d'APD destinés à soutenir les pays en développement. Au cours de la même période, l'aide humanitaire a progressé de 37.4 % (passant de 18 milliards USD à 25 milliards USD), mais sa part a oscillé entre 10 % et 12 % de l'APD totale, et le coût des réfugiés dans les pays donateurs a fait un bond de 184.0 % (passant de 10 milliards USD à 29 milliards USD). Si l'APD consacrée aux activités liées au COVID-19, au coût des réfugiés dans les pays donateurs et à l'appui de l'Ukraine sont exclues, l'APD a progressé de 3 % en 2021, de 4 % en 2022 et d'après les estimations préliminaires a continué à augmenter en 2023.

⁸ Tous les instruments du secteur privé comptabilisables dans l'APD devraient être notifiés sur la base de l'équivalent-don à compter de 2026 au titre de l'APD des membres du CAD en 2025.

⁹ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

Depuis longtemps, l'APD est perçue comme une forme de soutien résiliente face aux crises, comme le montrent une fois de plus les chiffres de 2023. Si la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE¹⁰ s'est établie à -4.2 % en 2020, à +5.9 % en 2021 et à +2.9 % en 2022, celle de l'APD est restée régulière (respectivement 4.1 %, 8.3 % et 16.8 %). En 2023, le PIB a augmenté de 1.7 %, et la croissance de l'APD a suivi ce rythme, avec une progression de 1.8 %.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2024.

¹⁰ Perspectives économiques de l'OCDE, N° 114, novembre 2023.

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2023^a
Millions de USD

Les données 2023 sont préliminaires

		----- dont: -----							FLUX ^b	Pour mémoire :	
		EQUIVALENT-DON							Instruments du secteur privé (ISP)	Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
APD totale (1+2)	APD/RNB %	Bilatéral			Multilatéral		Equivalent-don de l'APD sous-total (1)	Approche fondée sur les instruments (2)			
		Dons	Equivalent-don des prêts	Remises de dettes	Instruments du secteur privé (ISP)	Dons et souscriptions au capital			Equivalent-don des prêts		
Allemagne	36 682	0.79	26 818	1 097	-	93	8 393	-	36 401	281	35 192
Australie	3 253	0.19	2 685	2	-	35	531	-	3 253	-	3 220
Autriche	1 954	0.38	909	-	2	117	926	-	1 954	-	1 827
Belgique	2 826	0.44	1 386	5	-	8	1 303	123	2 826	-	2 886
Canada	8 074	0.38	4 813	657	-	222	1 669	126	7 487	586	9 197
Corée	3 131	0.18	1 569	727	-	-	835	-	3 131	-	3 267
Danemark	3 083	0.74	2 070	-	15	62	936	-	3 083	-	3 014
Espagne	3 833	0.24	1 501	13	-	-	2 300	-	3 814	18	3 596
Estonie	109	0.28	59	-	-	-	50	-	109	-	109
Etats-Unis	66 040	0.24	59 193	-	1	-	6 846	-	66 040	-	65 887
Finlande	1 570	0.52	820	-	-	-	574	116	1 511	60	1 627
France	15 426	0.50	6 943	1 704	-	176	6 603	-	15 426	-	16 679
Grèce	325	0.14	4	-	-	-	321	-	325	-	325
Hongrie	304	0.15	230	-	-	-	74	-	304	-	304
Irlande	2 815	0.67	2 141	-	-	-	675	-	2 815	-	2 815
Islande	115	0.36	85	-	-	-	30	-	115	-	115
Italie	6 014	0.27	2 533	108	4	-	3 369	-	6 014	-	5 908
Japon	19 601	0.44	6 410	9 098	19	-	3 709	-	19 236	365	18 662
Lituanie	191	0.28	99	-	-	-	92	-	191	-	191
Luxembourg	580	0.99	418	-	-	-	162	-	580	-	580
Norvège	5 548	1.09	4 272	-	-	255	1 021	-	5 548	-	5 293
Nouvelle-Zélande	746	0.30	624	-	-	-	123	-	746	-	746
Pays-Bas	7 361	0.66	5 004	-	-	80	2 277	-	7 361	-	7 281
Pologne	2 604	0.34	1 719	26	-	-	859	-	2 604	-	2 595
Portugal	526	0.19	214	2	-	-	311	-	526	-	450
République slovaque	175	0.14	38	-	-	-	137	-	175	-	175
Royaume-Uni	19 111	0.58	11 860	-	-	390	6 858	-	19 108	2	18 662
Slovénie	163	0.24	68	-	-	-	95	-	163	-	163
Suède	5 606	0.91	3 203	-	2	140	2 261	-	5 606	-	5 466
Suisse	5 164	0.60	4 114	-	17	22	1 005	-	5 158	6	5 141
Tchéquie	789	0.24	484	-	-	1	-	-	485	-	788
TOTAL DU CAD	223 721	0.37	152 287	13 439	59	1 602	54 345	365	222 098	1 319	222 164
Performance moyenne des pays du CAD		0.43									
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	26 926	-	17 485	9 449	-	22	5	-	26 961	-34	37 680
Pays CAD-UE	92 937	0.52	56 661	2 956	23	677	31 718	239	92 274	359	91 972
Pays du G7	170 947	0.36	118 570	12 664	24	882	37 447	126	169 713	1 235	170 188
Pays non membres du G7	52 773	0.41	33 717	775	36	720	16 898	239	52 385	84	51 976
<i>Pays non-membres du CAD :</i>											
Israël ^d	377	0.07	329	-	-	-	48	-	377	-	377
Lettonie	142	0.33	78	-	-	-	64	-	142	-	142
Turquie	6 711	0.60	6 678	-	-	-	33	-	6 711	-	6 711
<i>Participants au CAD :</i>											
Bulgarie	170	0.19	28	-	-	-	142	-	170	-	170
Emirats arabes unis	1 869	0.37	1 722	115	-	-	31	-	1 869	-	1 763
Qatar	705	0.31	616	4	-	-	85	-	705	-	718
Roumanie	546	0.16	210	-	-	-	337	-	546	-	546
<i>Autres pays non membres de l'OCDE :</i>											
Chypre	18	0.07	9	-	-	-	9	-	18	-	18
Croatie	147	0.20	63	-	-	-	85	-	147	-	147
Liechtenstein	40	-	34	-	-	-	6	-	40	-	40
Malte	50	0.26	48	-	-	-	2	-	50	-	50
Monaco	26	-	22	-	-	-	4	-	26	-	26
Taïpei chinois	428	0.06	215	-	-	-	209	4	428	-	428
Thaïlande	68	0.01	51	9	-	-	8	-	68	-	75

a) L'APD totale en 2023 comprend un montant de 1.3 milliards USD constitué de prêts et de prises de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD.

b) Les flux comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets notifiés par les membres du CAD, ces derniers n'ont pas encore appliqué les nouvelles règles de comptabilisation des ISP dans leur notification d'APD pour les données préliminaires de 2023.

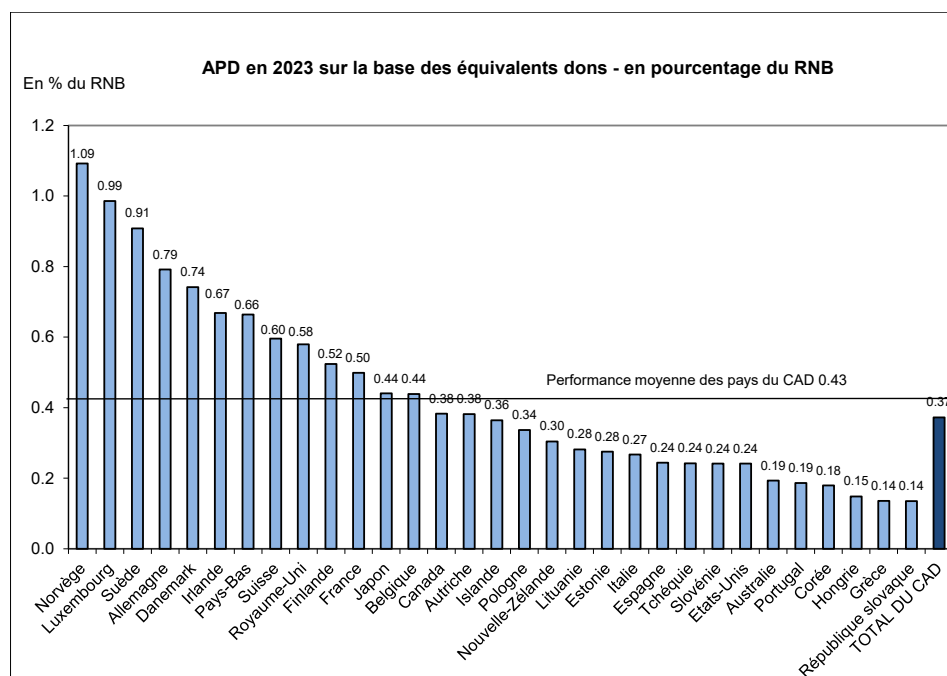
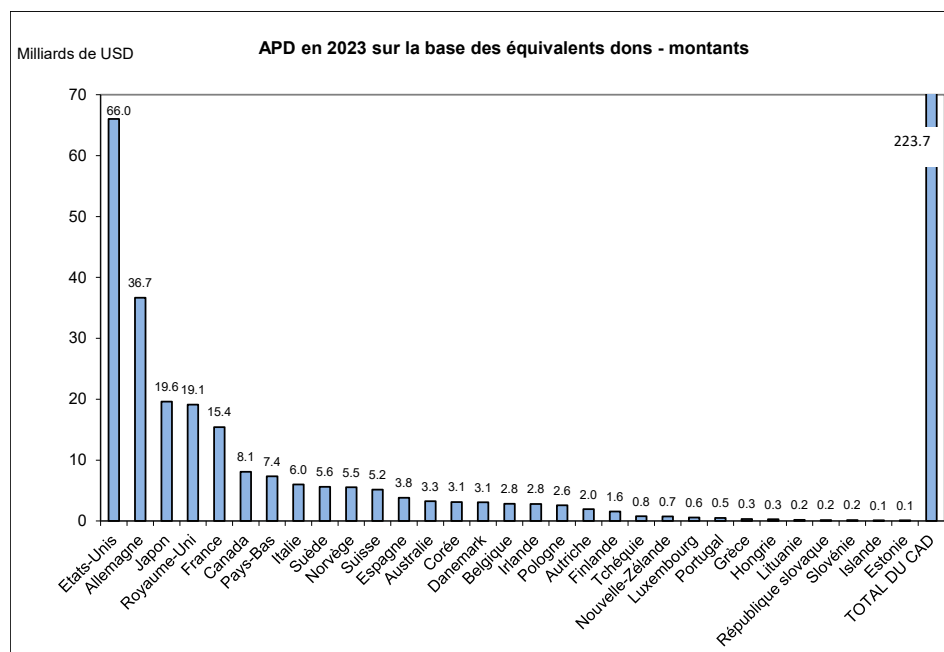
c) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

d) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

e) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2022. Monaco et le Liechtenstein n'ont pas communiqué leurs RNB en 2023.



GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2023, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON
Les données relatives à 2023 sont préliminaires



Source : OCDE, 11 avril 2024

Tableau 2 : Tendances de l'aide publique au développement en 2022 et 2023 sur la base des équivalents dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2022
Les données 2023 sont préliminaires

	2023				2022				APD Totale Variation en pourcentage entre 2022 et 2023 (c)	Pour mémoire :	
	dont :				dont :					2023	2022
	APD totale	Équivalent- don (a)	Apports nets (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent- don (a)	Apports nets (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	33 559	33 302	257	0.79	35 640	35 052	588	0.85	-5.8	32 195	36 445
Australie	3 278	3 278	-	0.19	3 046	3 020	26	0.19	7.6	3 245	3 079
Autriche	1 771	1 771	-	0.38	1 847	1 736	111	0.39	-4.1	1 655	1 836
Belgique	2 643	2 643	-	0.44	2 657	2 638	19	0.45	-0.5	2 699	2 687
Canada	8 266	7 666	600	0.38	7 836	7 470	365	0.37	5.5	9 417	9 274
Corée	3 106	3 106	-	0.18	2 810	2 808	1	0.17	10.6	3 241	2 906
Danemark	3 048	3 048	-	0.74	2 771	2 743	28	0.67	10.0	2 980	2 764
Espagne	3 533	3 517	17	0.24	4 276	4 284	-8	0.30	-17.4	3 316	4 047
Estonie	98	98	-	0.28	201	201	-	0.54	-51.4	98	201
États-Unis	63 645	63 645	-	0.24	60 522	60 522	-	0.23	5.2	63 497	60 329
Finlande	1 461	1 406	56	0.52	1 616	1 520	96	0.57	-9.5	1 514	1 615
France	14 251	14 251	-	0.50	16 014	15 364	650	0.56	-11.0	15 409	17 559
Grèce	300	300	-	0.14	360	360	-	0.17	-16.9	300	360
Hongrie	255	255	-	0.15	371	371	-	0.26	-31.3	255	371
Irlande	2 643	2 643	-	0.67	2 410	2 410	-	0.63	9.7	2 643	2 410
Islande	111	111	-	0.36	94	94	-	0.34	17.1	111	94
Italie	5 612	5 612	-	0.27	6 646	6 646	-	0.33	-15.5	5 514	6 706
Japon	20 244	19 867	377	0.44	17 500	17 211	289	0.39	15.7	19 275	16 747
Lituanie	171	171	-	0.28	243	243	-	0.36	-29.6	171	243
Luxembourg	520	520	-	0.99	530	530	-	1.00	-1.8	520	530
Norvège	6 756	6 756	-	1.09	5 161	4 881	280	0.86	30.9	6 446	5 161
Nouvelle-Zélande	728	728	-	0.30	515	515	-	0.22	41.3	728	515
Pays-Bas	6 670	6 670	-	0.66	6 470	6 470	-	0.67	3.1	6 598	6 450
Pologne	2 216	2 216	-	0.34	3 496	3 496	-	0.53	-36.6	2 208	3 481
Portugal	478	478	-	0.19	523	523	-	0.21	-8.5	409	440
République slovaque	156	156	-	0.14	172	172	-	0.15	-9.0	156	172
Royaume-Uni	17 667	17 665	2	0.58	15 762	15 385	377	0.51	12.1	17 252	15 761
Slovenie	145	145	-	0.24	169	169	-	0.29	-13.9	145	169
Suède	5 572	5 572	-	0.91	5 458	5 339	119	0.89	2.1	5 433	5 458
Suisse	4 808	4 803	6	0.60	4 497	4 473	24	0.56	6.9	4 787	4 496
Tchèque	690	690	-	0.24	1 051	1 050	1	0.38	-34.3	689	1 051
TOTAL DAC	214 405	213 090	1 315	0.37	210 664	207 697	2 967	0.37	1.8	212 907	213 360
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	24 788	24 820	- 32	-	22 534	22 682	- 148	-	10.0	34 688	27 166
Pays CAD-UE	85 795	85 465	329	0.52	92 921	91 317	1 604	0.58	-7.7	84 908	94 996
Pays du G7	163 245	162 008	1 236	0.36	159 920	157 650	2 270	0.36	2.1	162 559	162 821
Pays non membres du G7	51 160	51 082	78	0.41	50 744	50 047	697	0.42	0.8	50 348	50 539
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>											
Israël ^e	399	399	-	0.07	494	494	-	0.09	-19.2	399	494
Lettonie	131	131	-	0.33	84	84	-	0.21	57.0	131	84
Turquie	5 912	5 912	-	0.60	7 116	7 116	-	0.79	-16.9	5 912	7 116
<i>Participants du CAD : ^g</i>											
Bulgarie	163	163	-	0.19	232	232	-	0.27	-30.0	163	232
Émirats arabes unis	1 791	1 791	-	0.37	1 411	1 411	-	0.28	26.9	1 690	1 560
Qatar	675	675	-	0.31	833	833	-	0.37	-18.9	688	836
Roumanie	523	523	-	0.16	412	412	-	0.14	27.1	523	412
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>											
Chypre	17	17	-	0.07	14	14	-	0.05	25.6	17	14
Croatie	141	141	-	0.20	138	138	-	0.19	2.2	141	138
Liechtenstein	38	38	-	-	31	31	-	-	23.2	38	31
Malte	48	48	-	0.26	45	45	-	0.28	6.1	48	45
Monaco	24	24	-	-	24	24	-	-	0.1	24	24
Taipei chinois	410	410	-	0.06	384	384	-	0.05	7.0	409	...
Thaïlande	65	65	-	0.01	66	66	-	0.01	-0.8	72	72

a) Cette colonne comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales, l'équivalent-don des prêts à ces dernières ainsi que les instruments du secteur privé (ISP).

b) Les flux comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets notifiés par les membres du CAD, ces derniers n'ont pas encore appliqué les nouvelles règles de comptabilisation des ISP dans leur notification d'APD pour les données préliminaires de 2023.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Économiques No 114 - Novembre 2024) et des mouvements de taux de change.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

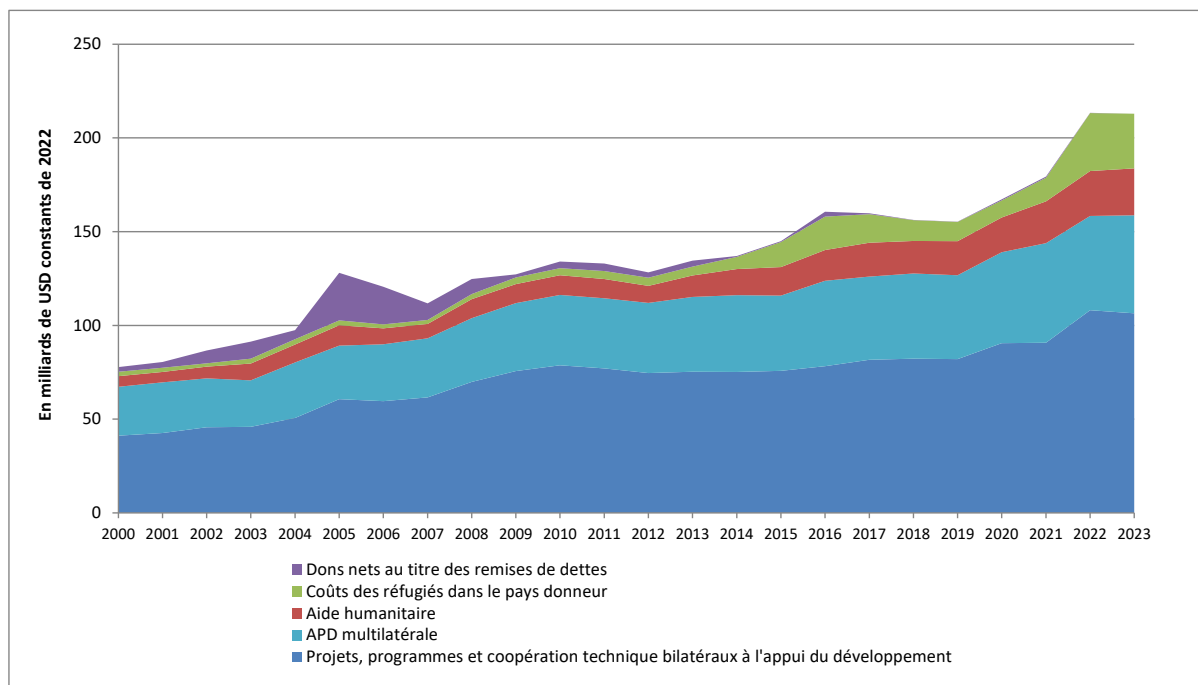
e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2023. Liechtenstein et Monaco n'ont pas fourni de données RNB en 2022 et 2023.

Source: OCDE, 11 avril 2024.

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD

Les données relatives à 2023 sont préliminaires



Source : OCDE, 11 avril 2024

TABLEAU 3: SOUTIEN TOTAL DES MEMBRES DU CAD POUR L'UKRAINE EN 2022 ET 2023
millions de USD, sauf mention contraire
Données préliminaires pour 2023

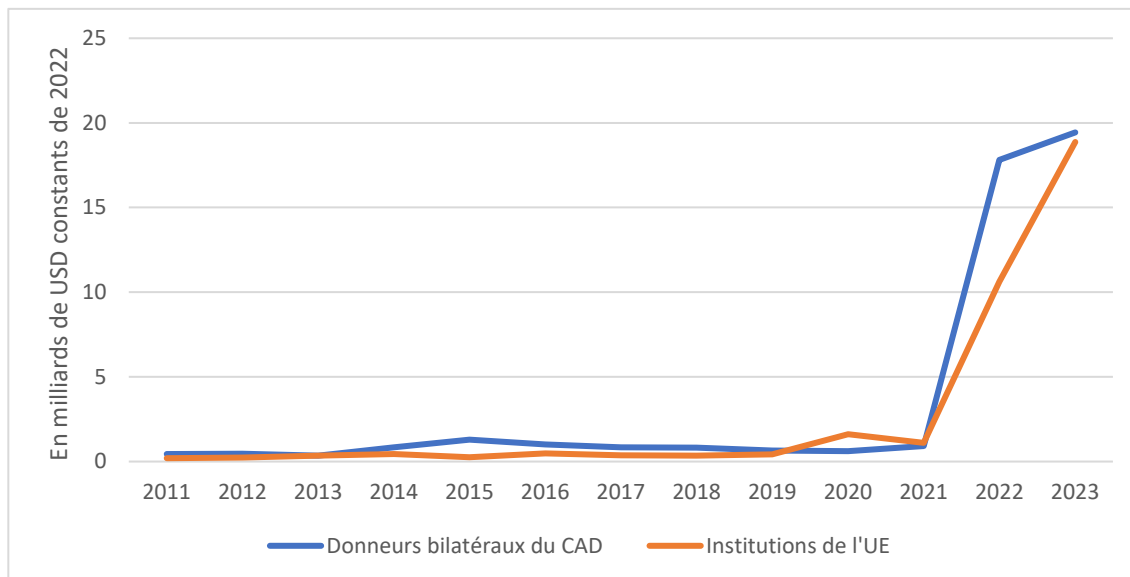
	2023				2022			
	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD totale (%)	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD totale
Allemagne (a)	35 192	2 209	387	6.3	36 445	2 021	209	5.5
Australie	3 220	7	7	0.2	3 079	46	46	1.5
Autriche	1 827	64	18	3.5	1 836	76	32	4.1
Belgique	2 886	72	47	2.5	2 687	63	41	2.3
Canada	9 197	1 971	28	21.4	9 274	2 207	217	23.8
Corée	3 267	53	52	1.6	2 906	79	78	2.7
Danemark	3 014	179	83	6.0	2 764	151	93	5.5
Espagne	3 596	100	-	2.8	4 047	99	34	2.4
Estonie	109	10	3	9.5	201	7	3	3.3
Etats-Unis	65 887	11 855	1 068	18.0	60 329	9 238	346	15.3
Finlande	1 627	69	27	4.3	1 615	61	26	3.8
France	16 679	112	80	0.7	17 559	498	56	2.8
Grèce	325	-	-	0.0	360	1	1	0.2
Hongrie	304	2	-	0.7	371	73	49	19.8
Irlande	2 815	31	19	1.1	2 410	56	28	2.3
Islande	115	11	4	9.4	94	11	8	12.1
Italie	5 908	267	71	4.5	6 706	360	25	5.4
Japon	18 662	818	633	4.4	16 747	711	117	4.2
Lituanie	191	56	14	0.0	243	48	43	0.0
Luxembourg	580	18	9	3.0	530	8	7	1.4
Norvège	5 293	748	211	14.1	5 161	551	175	10.7
Nouvelle-Zélande	746	4	4	0.6	515	5	5	1.0
Pays-Bas	7 281	345	-	4.7	6 450	176	-	2.7
Pologne	2 595	229	73	8.8	3 481	318	211	9.1
Portugal	450	8	6	1.7	440	33	32	7.4
République slovaque	175	9	3	5.0	172	9	7	5.0
Royaume-Uni	18 662	308	167	1.7	15 761	421	257	2.7
Slovénie	163	7	5	4.1	169	5	4	3.1
Suède	5 466	239	117	4.4	5 458	206	94	3.8
Suisse	5 141	161	30	3.1	4 496	236	123	5.2
Tchéquie	788	16	14	2.0	1 051	35	26	3.3
TOTAL DU CAD	222 164	19 977	3 181	9.0	213 360	17 807	2 392	8.3
<i>pour mémoire</i>								
Institutions de l'UE	37 680	20 501	443	54.4	27 166	10 617	284	39.1
Pays CAD-UE	91 972	4 041	976	4.4	94 996	4 302	1 021	4.5
Pays du G7	170 188	17 541	2 434	10.3	162 821	15 457	1 225	9.5
Pays non membres du G7	51 976	2 436	747	4.7	50 539	2 350	1 167	4.7

Note : Les données de l'APD pour l'Ukraine en 2024 sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donateurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

a) L'APD bilatérale nette totale de l'Allemagne pour l'Ukraine en 2023 est une estimation du Secrétariat.

Source: OCDE, 11 Avril 2024.

GRAPHIQUE 3 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE NETTE EN FAVEUR DE L'UKRAINE
Les données relatives à 2023 sont préliminaires



Source : OCDE, 11 avril 2024

TABLEAU 4. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2023
Données préliminaires pour 2023

	2023			2022			Variation en pourcentage 2022 à 2023 (a) :	
	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur	Pour mémoire: APD totale
	millions de USD courants	millions de USD courants	%	millions de USD courants	millions de USD courants	%	Aux prix et taux de change de 2022 %	%
<i>Pays du CAD:</i>								
Allemagne	3 682	7 090	19.3	3 540	4 809	13.5	-12.2	-5.8
Australie	3 253	-	-	3 046	-	-	7.6	7.6
Autriche	1 954	287	14.7	1 847	372	20.1	2.4	-4.1
Belgique (b)	2 826	339	12.0	2 657	320	12.0	-0.5	-0.5
Canada	8 074	1 541	19.1	7 836	923	11.8	-3.2	5.5
Corée	3 131	1	.0	2 810	11	.4	10.9	10.6
Danemark	3 083	311	10.1	2 771	357	12.9	13.5	10.0
Espagne	3 833	291	7.6	4 276	907	21.2	-3.1	-17.4
Estonie	109	34	30.8	201	137	68.1	5.6	-51.4
États-Unis	66 040	6 407	9.7	60 522	7 784	12.9	9.0	5.2
Finlande	1 570	250	15.9	1 616	410	25.4	1.9	-9.5
France	15 426	1 274	8.3	16 014	1 532	9.6	-9.7	-11.0
Grèce	325	-	-	360	73	20.3	4.2	-16.9
Hongrie	304	-	-	371	-	-	-31.3	-31.3
Irlande	2 815	1 473	52.3	2 410	1 205	50.0	4.6	9.7
Islande	115	9	7.5	94	6	6.8	16.1	17.1
Italie	6 014	1 609	26.8	6 646	1 480	22.3	-20.4	-15.5
Japon	19 601	32	.2	17 500	54	.3	15.8	15.7
Lituanie	191	14	7.3	243	74	30.5	-6.2	-29.6
Luxembourg	580	-	-	530	-	-	-1.8	-1.8
Norvège	5 548	428	7.7	5 161	516	10.0	34.3	30.9
Nouvelle-Zélande	746	13	1.8	515	14	2.7	42.7	41.3
Pays-Bas (c)	7 361	1 304	17.7	6 470	946	14.6	-0.6	3.1
Pologne	2 604	761	29.2	3 496	2 193	62.7	20.4	-36.6
Portugal	526	9	1.7	523	14	2.7	-7.6	-8.5
République slovaque (d)	175	2	1.0	172	1	.8	-9.2	-9.0
Royaume-Uni	19 111	5 341	27.9	15 762	4 549	28.9	13.5	12.1
Slovénie	163	18	11.0	169	26	15.4	-9.4	-13.9
Suède	5 606	254	4.5	5 458	384	7.0	4.8	2.1
Suisse	5 164	1 459	28.3	4 497	1 264	28.1	6.7	6.9
Tchéquie	789	416	52.7	1 051	646	61.4	-19.5	-34.3
TOTAL DU CAD	223 721	30 967	13.8	210 664	31 009	14.7	3.2	1.8
<i>Pour mémoire :</i>								
Pays CAD-UE	92 937	15 736	16.9	92 921	15 887	17.1	-7.4	-7.7

(a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(b) La Belgique a décidé de ne pas inclure les coûts ad hoc exceptionnels des réfugiés sur son territoire sous la protection de la "Directive de Protection Temporaire" européenne, qui a été réactivée à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

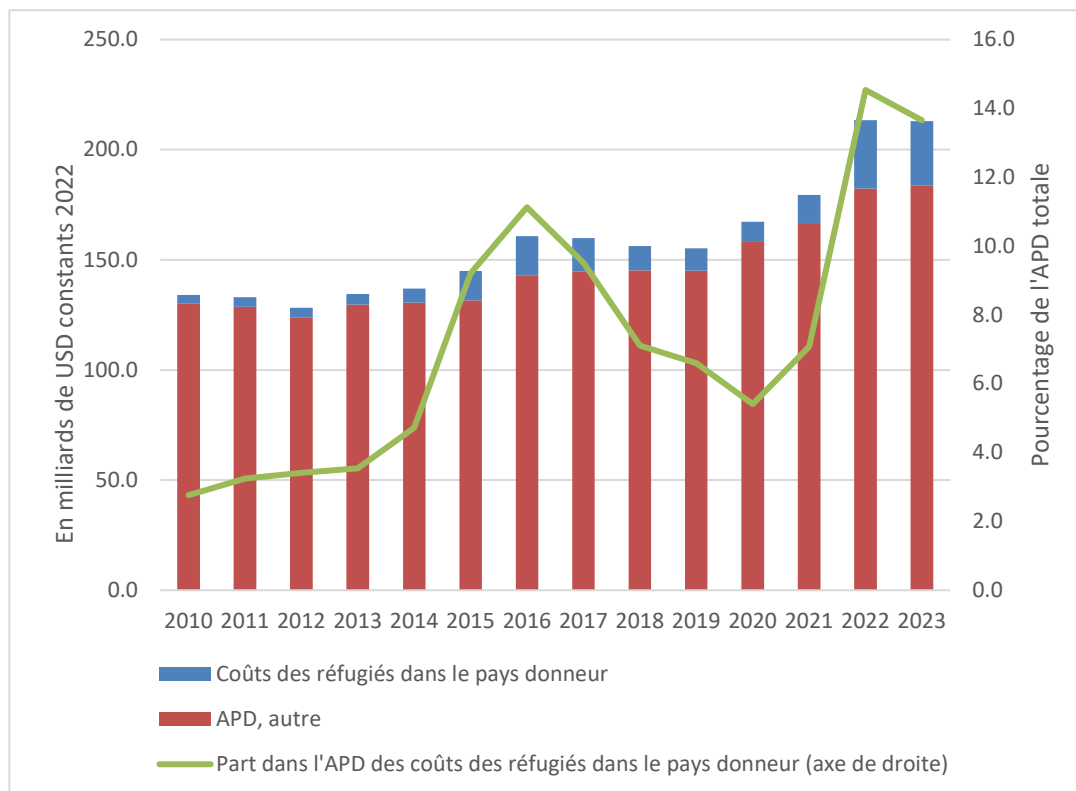
(c) Les Pays-Bas n'ont pas notifié de coût au titre des réfugiés ukrainiens sur leur territoire en 2023.

(d) La République slovaque a décidé de n'inclure que les coûts des réfugiés relatifs au statut de demandeurs d'asile.

Source: OCDE, 11 avril 2024.

GRAPHIQUE 4 : PART DU COÛT DES RÉFUGIÉS DANS LES PAYS DONATEURS DANS L'APD NETTE TOTALE

Les données relatives à 2023 sont préliminaires



Source : OCDE, 11 avril 2024

TABLEAU 5: NOTIFICATION DES MEMBRES DU CAD SUR LES INSTRUMENTS DU SECTEUR PRIVE DANS L'APD EN 2023
Millions de USD
Données préliminaires pour 2023

	2023					2022		
	Total ISP	APD en équivalent-don			Flux nets d'APD (a)	Flux nets d'APD		
		Total ISP Equivalent-don	Approche institutionnelle	Approche fondée sur les instruments		Total ISP Flux nets d'APD	Approche institutionnelle	Approche fondée sur les instruments
Allemagne	374	93	-	93	281	588	-	588
Australie	35	35	35	-	-	26	8	18
Autriche	117	117	-	117	-	111	-	111
Belgique	8	8	8	-	-	19	19	-
Canada	809	222	222	-	586	365	-	365
Corée	-	-	-	-	-	1	-	1
Danemark	62	62	62	-	-	28	28	-
Espagne	18	-	-	-	18	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-
Finlande	60	-	-	-	60	96	-	96
France	176	176	-	176	-	650	-	650
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	365	-	-	-	365	289	-	289
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	255	255	255	-	-	280	280	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	80	80	80	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
République slovaque	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	393	390	390	-	2	377	356	21
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	140	140	140	-	-	119	119	-
Suisse	29	22	22	-	6	24	21	3
Tchèque	1	1	1	-	-	1	1	-
TOTAL DU CAD	2 921	1 602	1 216	386	1 319	2 967	832	2 135
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	-12	22	-	22	-34	-	-	-148

a) Les flux comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets notifiés par les membres du CAD, ces derniers n'ont pas encore appliqué les nouvelles règles de comptabilisation des ISP dans leur notification d'APD pour les données préliminaires de 2023.

Source: OCDE, 11 Avril 2024.